

Un jeune sans formation et sans emploi a-t-il un avenir ?

Un jeune Wallon sur six, plus à l'école un jeune Bruxellois sur cinq n'est et n'a pas d'emploi.

Ce qui leur laisse peu de perspectives, selon certains.

Constat réaliste ou réducteur ?

« Beaucoup de bénéficiaires accompagnés trouvent un emploi »

Anne Cordier

Anne Cordier est psychologue. Elle coordonne l'association d'appui aux Missions régionales pour l'emploi (Mire), l'Intermire. Par le passé, elle a travaillé dans un centre de formation et a dirigé une Mission régionale pour l'emploi.

Les Missions régionales pour l'emploi (Mire) mettent chaque année à l'emploi des centaines de jeunes peu qualifiés, rappelle Anne Cordier, coordinatrice de l'association de soutien aux Mire.

Avoir une vingtaine d'années, être sans qualification et sans emploi, est-ce que cela destine à un avenir professionnel peu radieux ?

Les Missions régionales pour l'emploi ne veulent évidemment pas se résigner à cela. Le public des jeunes de moins de 25 ans est un public que l'on connaît bien. Et ce même avant qu'on les désigne comme étant des « Neet ». C'est un tiers du public des demandeurs d'emploi que l'on accompagne. En 2008-2009, on menait déjà des expériences d'implantation de job-coachs dans les quartiers où ces jeunes-là se trouvaient et dont ils ne sortaient pas volontiers. Depuis quelques années, les moyens supplémentaires dégagés par le Fonds social européen (FSE) ont bénéficié aux Mire du Hainaut et de Liège pour accompagner davantage de jeunes.

En cinq ans, ce sont 11.000 jeunes qui ont été accompagnés par les Mire à un niveau wallon ; 71 % de ceux-ci n'avaient pas le CESS, on est donc vraiment face à un public peu qualifié ; 47 % d'entre eux n'avaient pas travaillé.

Sur ces 11.000 jeunes bénéficiaires, 80 % ont trouvé un emploi.

De quel type d'emplois s'agit-il ? D'emplois stables ?

En Mission régionale, l'objectif, c'est la stabilisation dans l'emploi pour au moins six mois. Un bénéficiaire sur deux que l'on accompagne reste au moins six mois. Ce qu'on constate aussi, mais c'est davantage une caractéristique au niveau du public, c'est leur intérêt pour une certaine immédiateté. Ils veulent que les choses se passent vite, tout de suite. Cela va avoir un impact sur la relation qu'ils vont nouer avec les job-coachs. Cela signifie aussi que, parfois, on a des difficultés à les accrocher dans un processus plus long. L'idée que le parcours vers l'emploi puisse durer plusieurs mois, voire un an, leur est difficile. Même chose pour cette idée de signer un contrat à durée indéterminée, vu davantage parfois comme un boulet plutôt que comme une opportunité. Autrement dit, la stabilisation dans l'emploi ne tente pas l'ensemble du public des moins de 25 ans.

Est-ce qu'en Belgique, se former passé un certain âge et lorsque l'on a peu de qualifications est accessible ?

Ce que l'on constate en matière de formation à notre niveau, c'est à quel point la

confrontation avec le marché de l'emploi est importante, à quel point on ne peut désirer que ce que l'on connaît.

Quand des jeunes arrivent sans projet professionnel réel, une première phase importante est précisément de faire découvrir ce qui se passe dans les entreprises, par des visites, par des stages.

Quel est l'état d'esprit de ces jeunes ? Sont-ils amers, optimistes, anxieux ?

Quand ils viennent chez nous, ils viennent sur base volontaire. On constate souvent une méfiance à l'égard des institutions et des grandes institutions. Ce qu'on essaie de faire au maximum, c'est d'aller les chercher. Des Mire sont allées aux entrées des festivals cet été distribuer des flyers. Autre élément : c'est souvent un public financièrement dépendant d'autres personnes. Les allocations d'insertion ont disparu, du coup, ils restent dépendants de l'environnement familial. Or, si celui-ci est précarisé, cela pose vraiment de réels problèmes dans l'accès à l'emploi. Quand on n'a plus de crédit sur son GSM, quand on ne peut payer un ticket de bus, quand on n'a pas accès à une connexion internet, il y a de vraies difficultés pour trouver un emploi. ■

Propos recueillis par
MATHIEU COLINET

Marc Zune

Marc Zune est professeur de sociologie à l'UCL et membre du centre Girsef, le groupe interdisciplinaire de recherche sur la socialisation, l'éducation et la formation. Spécialiste des problématiques liées au marché du travail, il a notamment publié, en avril 2017, l'une des premières enquêtes universitaires sur les exclus du chômage en Belgique. Il s'intéresse également aux politiques publiques de formation et à la question de la pénurie de main-d'œuvre.

« Leur vie sort de la normalité, mais tous ne vont pas mal tourner »

Pour Marc Zune, professeur de sociologie à l'UCL, il est faux de dire que tous ces jeunes n'ont pas d'avenir.

Un jeune sur cinq à Bruxelles n'est ni à l'école, ni en formation, ni à l'emploi, un sur six en Wallonie : un constat inquiétant...

Employer le terme « Neet », c'est décrire la jeunesse par ses défauts. Ces jeunes sont le produit de choix institutionnels, qui les a fait sortir des radars. On a durci les modalités par lesquelles on peut justement avoir une information sur les jeunes et les institutionnaliser, à savoir le durcissement de l'accès aux allocations d'insertion, qui ne consistaient pas seulement à donner de l'argent, mais à insérer le jeune dans un parcours menant vers l'emploi. En supprimant cela, on a exclu de facto ces catégories les moins armées pour le marché du travail. À côté de ça, il y a une préoccupation pour cette catégorie qu'on a en quelque sorte « générée » et donc on va chercher des fonds européens pour tenter de raccrocher ces personnes à des dispositifs de formations. Mais on sait qu'il est difficile de les faire revenir dans tout ce qui apparaît comme institutionnel.

Vous dites que ces jeunes sont surtout des victimes du système. Pour d'autres, ils font preuve de passivité, voire de mauvaise volonté.

On entend souvent dire qu'on

leur offre des formations, par exemple de carrossier sur le prestigieux circuit de Spa-Francorchamps, il y a dix places, les gars viennent et après quelques semaines on ne les voit plus. Il y a une incompréhension et cela cultive la thèse selon laquelle, au choix, ils ne veulent pas s'en sortir/ils ont le cul dans le beurre. Mais ces jeunes ont vécu deux ruptures : l'échec de leur scolarité constitue un stigmaté dont ils savent qu'il va les poursuivre ; le durcissement de la politique d'insertion équivaut à leur dire qu'on ne veut pas d'eux. Je ne dis pas qu'ils n'ont pas un rôle à jouer ou qu'ils ont assez travaillé. Mais le résultat, c'est que face à tout ce qui fait règle, il y a eu intériorisation d'échecs et qu'on a du mal à imaginer dans les dispositifs ce qui peut faire que ces jeunes raccrochent.

Et puis, que le fait de faire sa vie en dehors des institutions, de ne plus être redevable vis-à-vis de personne, devienne un style de vie est une manière de composer avec sa situation, face à des chances de réinsertion par la voie normale qui sont très faibles. Enfin, on s'inquiète du fait qu'ils ne sont pas orientés vers le travail, mais regardons aussi quels emplois sont proposés : explosion des temps partiels qui ne permettent pas de vivre, etc.

Une part aussi importante de la jeunesse d'une société qui grandit dans sa marge, quels effets

cela risque-t-il de produire à l'avenir ?

D'une manière générale, ces contextes ont tendance à recréer des univers où ce qui est de l'ordre de la légalité ou pas, de la normalité ou pas, devient des catégories qui se relativisent. Est-ce un problème social, préoccupant, d'avoir cette jeunesse qui n'apparaît plus dans les radars ? Il y a des craintes. D'un côté, il y a ceux qui reconstruisent des modes de vie alternatifs, en dehors des institutions, mais qui ne constituent pas nécessairement une menace pour le vivre-ensemble, la société. À l'opposé, il y a ceux qui sont dans une impasse complète, avec un risque important d'anomie, de désespoir dû à l'impression d'être face à un mur.

Entre les deux, il y a tous ceux qui vivent, via de la débrouille et de nouvelles dépendances (famille, relations). Ces gens ne sont pas désespérés, ni dans des modes de vie alternatifs, mais dans la précarité ordinaire, qui se développe. On ne peut donc pas dire que tous ces « Neet » n'ont pas d'avenir, et heureusement. Ils ont des vies qui sortent de la normalité attendue d'un jeune. Mais ça ne veut pas dire que tout le monde va virer délinquant : certains trouvent d'autres espaces pour se déployer et relativisent, de gré ou de force, les formes standards de vie en société. ■

**Propos recueillis par
CORENTIN DI PRIMA**